



Paul Lees, Stéphanie Couderc-
Morandeau, Pilar Martínez-Vasseur,
Sylvie Nail & Annie Thiec (éds.)

Migrations et mobilités en Europe

**Politiques publiques et perspectives
d'intégration (1992-2012)**

Introduction

Le programme de recherche régional DCIE (*Dynamiques citoyennes en Europe*), mis en place pour trois ans dès 2010, se propose de fédérer les travaux scientifiques interdisciplinaires d'enseignants-chercheurs des universités de Nantes, d'Angers et du Mans, pour contribuer à élaborer un savoir sur les formes nouvelles et héritées du façonnement de la « cité ». Leurs compétences réunies visent à situer ces travaux dans un contexte comparatif large et à les valoriser auprès de la société civile, au niveau local et européen.

Décliné en trois thèmes principaux¹, l'axe 2 de ce programme porte sur la question des *citoyennetés* et des *identités* au sein de l'espace européen.

En 2008, le 3^e *Forum Mondial des Droits de l'Homme*, qui s'est tenu à Nantes, a accueilli une table ronde sur les tests et entretiens auxquels sont confrontés les primo arrivants en général et les candidats à un permis de séjour de longue durée ou à la naturalisation proprement dite, à laquelle ont participé deux chercheurs du CRINI². L'analyse visait à mettre à jour les idéologies à l'œuvre (consciemment ou non) et à reconstituer les pratiques politiques de contrôle de la naturalisation qui s'y rattachent.

En 2010, dans le cadre du 4^e *Forum*, les chercheurs de l'axe 2 du programme DCIE³ ont organisé cette fois une table ronde sur l'accès à la citoyenneté et à l'intégration des migrants, à laquelle ont participé des représentants de différents pays européens travaillant sur ces questions⁴. De nouvelles articulations entre « identités et citoyennetés » soulèvent de plus en plus de questions : quelle place réserve-t-on à l'autre dans une société en pleine transformation, et surtout face à la crise économique mondiale ? Qu'en est-il de la politique embryonnaire d'intégration en

1 A. Constructions identitaires et citoyenneté européenne ; B. Nations en question – débats identitaires et nouvelles formes de citoyenneté ; C. Nouvelles identités régionales et locales, nouvelles formes de l'engagement citoyen.

2 Jean-Paul BARBE et Paul LEES.

3 Paul LEES, Pilar MARTÍNEZ-VASSEUR, Sylvie NAIL et Annie THIEC.

4 Artur BORZEDA, Eva ERSBØLL, Mhoraig GREEN et Javier DE LUCAS.

Europe ? Assiste-t-on à une aggravation des cas de discrimination contre l'immigré ?

En mai 2011, les chercheurs de l'axe 2 du programme DCIE ont organisé une journée d'étude à la Maison des Sciences de l'Homme, à Nantes, sur *Image et représentation des politiques publiques en matière de migration dans les médias européens depuis 1992*. Les phénomènes migratoires, leur traitement par les différentes instances publiques et la manière dont ils sont perçus par les sociétés, sont révélateurs d'une crise dans les rapports identité-citoyenneté. Les flux migratoires à l'intérieur de l'espace européen ou bien en provenance d'autres parties du monde, et la « résidence longue durée » décloisonnent-ils les barrières nationales ? Mènent-ils à l'émergence d'une Europe génératrice de solidarités et de nouvelles formes d'appartenance ?

L'Union européenne a considérablement perturbé le couple nationalité-citoyenneté ; sans être un Etat, elle produit du droit, y compris du droit de la citoyenneté, créant même une citoyenneté européenne en 1992 dans le Traité de Maastricht, mais en complément des citoyennetés nationales, sans se substituer à celles-ci. Dans ce contexte, un peu partout en Europe, les espaces « locaux », infranationaux, promeuvent dans les pratiques et dans les discours un autre champ d'exercice de la citoyenneté et, de manière plus ou moins prononcée, d'autres supports d'identité, entretenant un jeu souvent complexe avec les Etats nationaux et avec l'Union européenne.

En octobre 2012, les chercheurs de l'axe 2 du programme DCIE ont organisé un colloque international intitulé *Migrations et mobilités en Europe : vers de nouveaux marqueurs d'identités ?* à la Maison des Sciences de l'Homme, à Nantes. Il s'agissait cette fois d'analyser l'évolution des rapports institutionnels entre les niveaux de gouvernance infranationaux et supranationaux en Europe, et l'incidence des échanges et transferts induits par la création de réseaux interrégionaux et de projets collectifs entre les grandes métropoles européennes. En effet, la prise en compte de la dimension européenne par les autorités locales et régionales reste un champ d'études largement inexploré. Or, celles-ci se sont saisies progressivement de la dimension européenne : mise en place de stratégies d'influence, de réseaux de solidarité et de partenariats, de politiques d'accompagnement des acteurs locaux, de représentations régionales à Bruxelles. Appuyées sur un tissu associatif, elles s'affirment plus